

Ministère
de la Famille
et des Aînés

Québec



F34A1

C33

2007/08

2, 3

QL

P. gouv.

Étude des crédits 2007-2008

*Demandes de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'Opposition adressées
à la Ministre de la Famille et
à la Ministre responsable des Aînés*

Juin 2007

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demandes de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du parti québécois

#	Demande de renseignements particuliers	
1.	Taux d'occupation dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006	1
2.	Taux de présence réelle dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006	2
3.	Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région	3
4.	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées	4
5.	Pour l'année 2007-2008 – pour les centres de la petite enfance :	5
	a. Coût de l'annualisation des places créées en 2006-2007	
	b. Coût du développement de places en 2007-2008	
	c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale)	
	d. Équité salariale	
6.	Pour l'année 2007-2008 – pour les bureaux coordonnateurs :	6
	a. Coût de l'annualisation des places créées en 2006-2007	
	b. Coût du développement de places en 2007-2008	
	c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale)	
	d. Équité salariale	
7.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006	7
8.	Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006	9
9.	Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007 et prévisions 2007-2008 triées par région	11
10.	Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 triées par région	12
11.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs)	13
12.	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs)	14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP1

Titre

Taux d'occupation dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées
2003-2004	93,83 %	79,26 %	98,22 %
2004-2005	94,44 %	81,83 %	98,00 %
2005-2006	94,43 %	84,17 %	98,93 %

Le taux d'occupation représente la proportion de ses places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :

Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents

÷

(nombre de places au permis x 261 jours)

Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison des vacances, des maladies et des congés fériés (installations et garderies).

La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation et non pas des jours de présence.

SOURCE :

Direction du financement et de l'immobilisation

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP2

Titre

Taux de présence réelle dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées
2003-2004	82,31 %	88,95 %	87,86 %
2004-2005	81,81 %	88,69 %	87,89 %
2005-2006	81,65 %	88,18 %	87,88 %

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services. Le nombre de jours de présences est constaté dans *l'État de l'occupation et des présences réelles* qui fait partie du rapport financier vérifié des services de garde. Il se calcule comme suit :

Nombre de jours de présence des enfants

÷

Nombre de jours d'occupation selon les ententes de service conclues avec les parents

- En raison du statut de travailleuse autonome des responsables de services de garde en milieu familial (RSG), ne peuvent être comptabilisés comme jours d'occupation en milieu familial que les jours où le service est offert : le parent ne paie pas sa contribution et le Ministère ne verse pas sa partie de la rétribution de la RSG. Les jours fériés que prend la RSG étant exclus de l'entente de service, ils ne génèrent aucun écart entre l'occupation et la présence des enfants.

Explications sur le calcul des présences :

La présence des enfants peut être différente de l'occupation en raison de certains facteurs :

- Absence de l'enfant pour cause de maladie, de vacances ou autres absences imprévues;
- Non fréquentation en raison des jours fériés (note);
- Entente de services inadaptée (par exemple : entente de services pour 5 jours / semaine alors que le besoin est de 4 jours / semaine).

Note : En **installation et en garderie**, des jours d'occupation peuvent être comptabilisés lors des jours fériés (subvention accordée) puisque les établissements rémunèrent leur personnel. Déjà les 8 jours fériés prévus aux normes du travail expliquent 3 % des absences (8 / 261). Dans le cas d'un établissement qui offre 13 jours fériés chômés et payés à son personnel, soit le même nombre que dans la fonction publique, cela explique 5 % d'écart entre les jours d'occupation et les jours de présence.

En raison du statut de travailleuse autonome des **responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG)**, ne peuvent être comptabilisés comme jours d'occupation en milieu familial que les jours où le service est offert : le parent ne paie pas sa contribution et le Ministère ne verse pas sa partie de la rétribution de la RSG. Les jours fériés que prend la RSG étant exclus de l'entente de service, ils ne génèrent aucun écart entre l'occupation et la présence des enfants.

SOURCE : Direction du financement et de l'immobilisation
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP3

Titre

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.

Exposé et statistiques

2006-2007

Répartition régionale des places récupérées

Region	Installation	Garderie	Milieu familial
	Nbre	Nbre	Nbre
Montréal	0	55	0
Laval	0	3	0
Laurentides	33	0	0
Montréal	0	120	0
TOTAL	33	178	0

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de la coordination et du soutien aux opérations

Bureau du sous-ministre adjoint –

5 juin 2007

7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP4

Titre

Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.

Exposé et statistiques

RÉGION	RÉAFFECTATION			TOTAL
	INSTALLATION	GARDERIE	MILIEU FAMILIAL	
Montréal	0	55	0	55
Laval	0	3	0	3
Laurentides	26	7	0	33
Montréal	40	80	0	120
TOTAL	66	145	0	211

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 5 juin 2007
Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP5

Titre

Pour l'année 2007-2008 - Pour les centres de la petite enfance :

- a. Coût de l'annualisation des places créées en 2006-2007;
- b. Coût du développement de places en 2007-2008;
- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. Équité salariale.

Exposé et statistiques

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

a) Annualisation des places créées en 2006-2007	1,7 M\$
b) Coût du développement de places en 2007-2008	3,2 M\$
c) Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale) (Note)	9,9 M\$
d) Équité salariale	12,9 M\$

Note : il s'agit du coût de la progression du personnel dans les échelles salariales (avancements d'échelon du personnel, communément appelé « vieillissement »). Il ne s'agit pas de l'indexation des échelles salariales.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP6

Titre

Pour l'année 2007-2008 - Pour les bureaux coordonnateurs :

- a. Coût de l'annualisation des places créées en 2006-2007;
- b. Coût du développement de places en 2007-2008;
- c. Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
- d. Équité salariale.

Exposé et statistiques

BUREAUX COORDONNATEURS DE LA GARDE EN MILIEU FAMILIAL

a) Annualisation des places créées en 2006-2007	0 M\$
b) Coût du développement de places en 2007-2008	0 M\$
c) Indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale)	0 M\$
d) Équité salariale	0,7 M\$

Développement en milieu familial :

Le nombre de places subventionnées en milieu familial n'a pas augmenté en 2006-2007, il a même diminué de 366 places. Et selon le plan actuel de 200 000 places, il n'y a pas d'augmentation de places en milieu familial en 2007-2008.

Progression salariale :

Dès la création des bureaux coordonnateurs, leur budget de rémunération a été établi selon le maximum des échelles salariales, il ne peut donc pas y avoir d'augmentation budgétaire liée aux avancements d'échelons. Les BC disposent donc d'une marge de manœuvre puisque les employés qui y travaillent ne sont pas tous au sommet des échelles salariales.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 6 juin 2007
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

7

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP7

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS

Service de garde avec permis Objets des plaintes reçus								
	2004-2005				2005-2006			
Catégories	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	26	25	24	75	31	31	24	86
Liste d'attente	18	2	4	24	14	1	4	19
Refus d'accès	8	2	6	16	5	3	3	11
Total catégorie	52	29	34	115	50	35	31	116
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	27	18	39	84	32	14	24	70
Comité de parents	0	0	7	7	0	0	11	11
Conseil d'administration	55	6	0	61	41	13	0	54
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	0	3	8	11	3	6	4	13
Mandats du CPE	2	71	0	73	0	92	0	92
Permis	5	0	8	13	5	0	7	12
Programme d'activités	11	5	46	62	8	3	39	50
Programme Places contribution réduite	23	12	90	125	17	16	64	97
Régie interne	22	1	31	54	35	9	28	72
Total catégorie	145	116	229	490	141	153	177	471
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personnel reliée à un service de garde en installation	11	0	12	23	1	0	6	7
Autre personnel reliée à un service de garde en milieu familial	0	38	0	38	0	16	0	16
Éducateur	76	0	124	200	37	0	100	137
Gestionnaire	106	30	101	237	83	22	56	161
Responsable service de garde en milieu familial	0	90	0	90	0	90	0	90
Total catégorie	193	158	237	588	121	128	162	411
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	8	0	23	31	8	1	9	18
Alimentation	34	6	122	162	21	2	86	109
Appareils de jeux et cour extérieure	12	3	29	44	10	1	18	29
Équipement	5	1	24	30	6	1	8	15
Hygiène	19	3	61	83	22	4	56	82
Locaux	19	2	68	89	22	1	41	64
Médicaments	4	0	4	8	4	1	7	12
Produits d'entretien et produits toxiques	2	0	2	4	0	0	6	6
Ratios	11	0	90	101	16	1	53	70
Total catégorie	114	15	423	552	109	12	284	405
Total des catégories	504	318	923	1745	421	328	654	1403

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES
SERVICES DE GARDE SANS PERMIS

Sans permis Objets de plaintes reçus						
Objets des plaintes	2004-2005			2005-2006		
	Milieu familial	Installation	Total	Milieu familial	Installation	Total
Sans permis en milieu familial	126	---	126	103	---	103
Sans permis en installation	---	45	45	---	33	33
Sans permis en milieu familial lié à un établissement avec permis	0	0	0	0	0	0
Sans permis en installation liée à un établissement avec permis	0	1	1	0	0	0
Santé et sécurité	34	15	49	35	19	54
Utilisation du mot « garderie »	12	3	15	3	2	5
Comportements inappropriés ou dangereux	24	2	26	12	1	13
Total	196	66	262	153	55	208

SOURCE : Bureau des plaintes
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

9

de fiche : RP8

Titre
Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques				
Type d'infraction	Nombre d'infractions			
	Centre de la petite enfance Installation		Garderies	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	49	362	33	141
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	107	229	80	130
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent lorsque le service n'était plus requis)	60	171	57	94
Comité de parents absent ou non conforme	S/0	S/0	32	139
Personne désignée pour administrer les médicaments	68	129	35	69
Qualification du personnel	11	35	74	56
Cours de premiers soins	49	138	60	86
Administration de médicaments sans autorisation écrite	89	156	58	91
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	52	107	29	59
Maintien des locaux propres	73	153	48	85
Locaux équipés	66	109	51	76
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	20	63	41	67
Enregistrement des médicaments à un registre	41	83	26	115
Liste des numéros de téléphone	30	43	29	44
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	20	21	9	12
Absence d'empêchement : Preuves de vérification judiciaire du personnel du service de garde au dossier	74	177	77	113
Affichage du menu hebdomadaire	34	75	38	60
Aires de jeu intérieures non conformes	36	53	14	20
Médicaments sans mention	80	143	44	67
Ratio éducateur/enfants non conforme	2	6	17	11
Dossier administratif incomplet	51	94	28	24
Demande d'admissibilité aux PCR absente ou incomplète	9	55	8	49
Décision écrite concernant la demande de garde des parents	20	29	8	41
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	8	76	14	30

Type d'infraction	Nombre d'infractions	
	Centre de la petite enfance Milieu familial	
Milieu familial	2004 - 2005	2005-2006
Délivrance de la reconnaissance	69	72
Visite de la résidence et entrevue	36	36
Acceptation ou refus de la reconnaissance	16	15
Réévaluation de la RSG	54	78
Visites annuelles de contrôle	21	25
Qualifications de la RSG	10	24
Qualifications de l'assistante	18	17

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP9

Titre

Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007 et prévisions 2007-2008 triées par région.

Exposé et statistiques

Le nombre de CPE déficitaires selon la région pour les années 2005-2006 est présenté au tableau suivant.

Le Ministère n'est pas en mesure de faire des projections des déficits d'opération pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

CPE ayant terminé l'année financière 2005-2006 avec un déficit d'opération	
Région administrative	2005-2006
01 Bas St-Laurent	8
02 Saguenay / Lac St-Jean	6
03 La Capitale Nationale	38
04 Mauricie	14
05 Estrie	14
06 Montréal	125
07 Outaouais	14
08 Abitibi-Témiscamingue	11
09 Côte-Nord	11
10 Nord du Québec	8
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	4
12 Chaudière-Appalaches	15
13 Laval	12
14 Lanaudière	7
15 Laurentides	15
16 Montérégie	53
17 Centre du Québec	7
Ensemble du Québec	362

La liste des centres ayant terminé une de ces années financières avec un déficit d'opération ne peut être divulguée puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP10

Titre

Le nombre de bureaux coordonnateurs en déficit d'opération en 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 triées par région.

Exposé et statistiques

La mise en place des bureaux coordonnateurs s'est réalisée le 1^{er} juin 2006.

Aucune donnée n'est disponible actuellement.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

13

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP11

Titre

1. Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non-formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire-comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier et responsable de l'alimentation;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice;
- m. Agent de soutien pédagogique¹;
- n. Agent de conformité¹.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les centres de la petite enfance, en 2005-2006, plus de 20 600 postes à temps plein. On estime qu'en 2006-2007 il y aura près de 21 000 postes à temps plein, soit une augmentation d'environ 1,8 %.

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement estimé des places au permis en installation.

	2005-2006	2006-2007 (estimation)
EN ETC		
Éducatrice qualifiée	11 116	11 321
Éducatrice non qualifiée	4 532	4 615
Commis comptable	204	208
Secrétaire comptable	240	244
Secrétaire	142	145
Cuisinier et responsable de l'alimentation	1182	1 204
Préposé à l'entretien ménager	321	327
Conseillère pédagogique	575	586
Gestionnaire niveau 1	769	783
Gestionnaire niveau 2	714	727
Gestionnaire niveau 3	808	823
Aide-éducatrice	n/d	n/d
Agent de soutien pédagogique ¹	n/d	n/d
Agent de conformité ¹	n/d	n/d
TOTAL	20 603	20 983

ETC :

1 664 heures / année pour les éducatrices

1 825 heures / année pour les autres personnels

Source : Rapports financiers 2005-2006

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre - 5 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 juin 2007

¹ Les bureaux coordonnateurs ayant débuté leurs opérations en juin 2006, les données sur les catégories d'emplois dédiées à la coordination de la garde en milieu familial seront produites au RFA 2006-2007. Ces données ne seront disponibles qu'au cours de l'automne 2007.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

14

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

de fiche : RP12

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007 pour chacun des postes suivants (CPE et bureaux coordonnateurs) :

- a) Personnel éducateur formé;
- b) Personnel éducateur non formé;
- c) Commis-comptable;
- d) Secrétaire-comptable;
- e) Secrétaire;
- f) Cuisinier et responsable de l'alimentation;
- g) Préposé à l'entretien ménager;
- h) Conseiller pédagogique;
- i) Gestionnaire de niveau 1;
- j) Gestionnaire de niveau 2;
- k) Gestionnaire de niveau 3;
- l) Aide-éducatrice;
- m) Agent de soutien pédagogique¹;
- n) Agent de conformité¹.

Salaire moyen par catégorie d'emploi*

2005-2006

2006-2007
(estimation)

Personnel éducateur qualifié	27 518 \$/an.	28 616 \$/an.
Personnel éducateur non qualifié;	22 742 \$/an.	23 861 \$/an.
Commis-comptable	29 913 \$/an.	30 511 \$/an.
Secrétaire-comptable	27 557 \$/an.	28 414 \$/an.
Secrétaire	25 311 \$/an.	26 232 \$/an.
Cuisinier et responsable de l'alimentation	27 048 \$/an.	27 978 \$/an.
Préposé à l'entretien ménager	22 687 \$/an.	23 134 \$/an.
Conseiller pédagogique	34 066 \$/an.	35 099 \$/an.
Gestionnaire de niveau 1	36 007 \$/an.	37 199 \$/an.
Gestionnaire de niveau 2	45 733 \$/an.	47 791 \$/an.
Gestionnaire de niveau 3	55 099 \$/an.	57 578 \$/an.
Aide-éducatrice	N/D	N/D
Agent de soutien pédagogique ¹	N/D	N/D
Agent de conformité ¹	N/D	N/D

* Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération du rapport financier 2005-2006 par le nombre d'ETC. L'estimation 2006-2007 inclut la progression liée au changement d'échelon et l'augmentation de 2 % au 1^{er} avril 2006.

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre -
5 juin 2007

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint - 7 juin 2007

¹ Les bureaux coordonnateurs ayant débuté leurs opérations en juin 2006, les données sur les catégories d'emplois dédiées à la coordination de la garde en milieu familial seront produites au RFA 2006-2007. Ces données ne seront disponibles qu'au cours de l'automne 2007.